

Jeudi 26 mars 2020

CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE CAPITALISTE : L'URGENCE, C'EST PAS LE PROFIT !



Dimanche soir dernier, le gouvernement a fait voter le projet de loi permettant l'instauration de «l'état d'urgence sanitaire». Quelles sont donc les mesures prises pour gagner la «guerre» contre la pandémie ?

On peut toujours chercher en vain parmi celles-ci ce qui permettrait de pallier la pénurie de tests, de respirateurs, de masques, de blouses de protection, que réclament, la rage au ventre les personnels des hôpitaux ! L' « **état d'urgence sanitaire** » a tout du visage d'un état d'urgence pour sauver le capitalisme, au service du maintien coûte que coûte des profits : possibilité d'imposer ou de modifier unilatéralement les RTT et jours de repos, de déroger aux réglementations sur le temps de travail ou sur le repos dominical... En résumé, chômage partiel ou congés payés forcés, **le projet du gouvernement est clair : nous faire payer la crise sanitaire qu'il a, lui et ses prédécesseurs, contribué à créer à coup de politiques d'austérité pour les hôpitaux pendant des décennies.**

Et puis, cet « état d'urgence sanitaire », c'est aussi un durcissement des mesures de confinement et des sanctions en cas de non-respect de celles-ci. Les patrons d'Amazon, de toutes ces entreprises non essentielles aux besoins vitaux qui, à coup de pressions sur les salariés, veulent à tout prix nous faire continuer à bosser, vont-ils tomber sous le coup des amendes prévues par le gouvernement ? Certainement pas ! Il n'est pas question, pour elles, de confiner leurs profits ! Et même avec des protections, toutes les

productions non-vitales devraient s'arrêter, ne serait-ce que pour assurer l'équipement des secteurs vitaux, en particulier dans la santé.

Depuis quelques semaines, les témoignages se multiplient, montrant un traitement policier à géométrie variable, brutalité pour les uns, compréhension pour les autres. Le pouvoir stigmatise des territoires entiers, se blanchit de ses propres responsabilités en les montrant du doigt comme des coupables tous désignés, alors qu'il y a encore quelques jours, il nous appelait à sortir, à aller au théâtre et à aller voter !

Le gouvernement joue sur nos peurs et essaye une fois de plus de nous diviser, en faisant semblant de croire que nous sommes tous égaux face au confinement. Mais vivre confiné dans de minuscules appartements délabrés ou dans une situation conflictuelle, voire violente au sein de son foyer, ce n'est pas comme se protéger tranquillement dans un appartement spacieux ou une résidence secondaire avec piscine !

Les Gilets Jaunes de Strasbourg République dénoncent avec colère cette loi scélérate de soi-disant « urgence sanitaire », structurée sur le modèle de « l'état d'urgence de droit commun » et qui a déjà pour vocation de se prolonger dans le temps ! Nous réaffirmons

notre solidarité avec le personnel des hôpitaux, les salariés des secteurs vitaux pour la société pour lesquels de réelles mesures d'urgence de protection doivent être prises. Nous soutenons tous les salariés qui, forcés à travailler dans des conditions qui mettent leurs vies et celles de leurs proches en danger, font valoir leur droit de retrait. Personne ne devrait être mis en danger : auto-entrepreneurs pour lesquels l'aide proposée par l'État est dérisoire, salariés privés d'emploi, précaires avec ou sans domicile qui payent doublement la crise sanitaire actuelle, résidents des EPHAD qu'on laisse mourir dans des conditions indignes !

Nous appelons, dans ce sens, à coupler, tous les soirs à 20H, les applaudissements de soutien à ceux qui combattent le virus chaque jour, de slogans, de chants, de banderoles dénonçant la responsabilité du gouvernement dans la crise actuelle et faisant entendre les revendications d'urgence réelles.

Notre « union sacrée », est et sera celle de l'union des colères, maintenant et pour la suite, contre « tous ceux qui nous ont conduits dans ce mur terrible », comme disait ce psychologue de l'hôpital de Mulhouse, dans sa splendide tribune retranscrite par le journal Libération : « J'ai la rage ! ».

Les Gilets Jaunes de Strasbourg-République.



GJStrasbourgRepublique@gmail.com



Gilets Jaunes Alsace, tous ensemble
Gilets Jaunes Strasbourg République